

6

Les inspecteurs des finances font partie des grandes sociétés financières et de toutes les grandes banques. Les gouverneurs de la Banque de France mêmes, sont souvent choisis parmi les inspecteurs. Il est impossible dans le cadre de cet article, d'établir une statistique à ce sujet. La réalité n'en est pas moins certaine.

La liaison intime de la haute finance et de l'Etat est ainsi un fait patent. Qu'un parlement propose des mesures déplaisant à la haute finance ou aux industriels, et toute la machine administrative entre en branle pour les annuler. Le Directeur du mouvement général des fonds s'arrange avec ses collègues des banques pour ne laisser rentrer un seul "radis" dans les caisses du gouvernement. En même temps, les contrôleurs des dépenses engagées se concertent pour bloquer les échéances et les paiements de l'Etat, au moment où les caisses sont vides. Qu'arrive t'il alors ? Ou le gouvernement est aculé à la faillite et à la démission, ou à l'inflation - solution qu'il n'accepte pas de gaieté de coeur.

Combien de gouvernements sont "tombés" de cette manière ? Il est impossible de les noter tous. Citons pour mémoire le gouvernement de Front Populaire. Blum n'a certes pas tort quand il déclare avoir échoué devant le Mur d'argent.

Un haut fonctionnaire disait, sous le 2ème gouvernement Poincaré :
"Il faut que le pays arrive à payer 25 % de son revenu national pour équilibrer les finances publiques.
"Cela coutera sans doute pas mal de ministères, mais cela finira par là".

Ce dur chemin a couté, en effet, la vie a dix cabinets, mais le but a été dépassé. Ainsi, les bureaux ont été tenaces, et ils l'ont finalement emporté sur le gouvernement.

Les moyens de pression des hauts fonctionnaires sont innombrables, et les projets de Thorez, défendus légalement selon la routine parlementaire, n'iront certainement pas loin.

A supposer même que le Parlement adopte les mesures mises en avant par le P.C.F., les capitalistes n'en sont pas battus pour autant. Ils disposent de leurs magistrats, de leur police, de leur armée permanente, de leurs troupes de choc réactionnaires.

Le conflit sur un enjeu de telle importance se résoudrait fatalement par une guerre civile, par une révolution en règle.

C'est ce qui explique que Thorez ne propose aucun mode d'action pour résoudre les revendications qu'il présente.

Il sait qu'elles n'aboutiront à rien sur le plan parlementaire. Il sait que seule une lutte armée du prolétariat contre le capital peut les réaliser. Mais il ne veut pas d'une telle action. Le fait d'isoler les grèves, d'empêcher un mouvement général prouve que Thorez s'oppose aux seuls moyens de réaliser les mesures dont il parle. En conséquence ses discours ne sont que des boniments de camelot.

Seul un gouvernement Ouvrier et Pay-
san appuyé sur le prolétariat en armes
peut vider la maison, briser l'Etat
capitaliste, et mener vers la Révolution
Socialiste dont Thorez ne veut pas.

Fred ROSPARS.

POUR
CONNAÎTRE

la situation mondiale.
la vie des sections de la
4ème Internationale.
la politique trotskyste.
lisez.

QUATRIÈME
INTERNATIONALE

6 numéros - 200 FRS

Melle WEILL .BP124 .CCP 5672-07 .PARIS